

ANNEXE 5 : TABLEAU RÉCAPITULATIF DES LIVRABLES

Livrables de la PFC-O Rennes (RPA) :

Articles du CCAP	Description du livrable
4.6 Certificat de bonne exécution du marché	Le RPA peut délivrer au Titulaire qui a donné entière satisfaction dans l'exécution de ses obligations, un certificat de bonne exécution de marché, sur demande du Titulaire ou de sa propre autorité.
5.2.1 Révision des prix par application d'une formule paramétrique	Après accord du RPA sur le calcul du Titulaire, une décision de révision des prix lui est notifiée.
17.7 Décompte trimestriel des pénalités	Chaque trimestre, les montants mensuels des pénalités des mois écoulés sont cumulés et le décompte correspondant est notifié au Titulaire par le RPA.
18 Réfaction	Un décompte de réfaction est notifié au Titulaire par le RPA. Le Titulaire dispose alors d'un délai de 15 jours pour lui faire connaître ses observations. Au-delà de ce délai, le décompte s'applique et fait l'objet d'une déduction sur une facture mensuelle du Titulaire.

Livrables de DGA MI :

Articles du CCAP	Description du livrable
4.5.2 Mesures de sécurité de défense et des systèmes d'information	... les intervenants remplissent les formulaires de contrôles adéquates communiqués par le client.
	Toute activité permanente (affectation) sur le site, une demande d'accès est formulée au minimum quatre semaines à l'avance suivant le modèle du client

Livrables du titulaire :

Articles du CCAP	Description du livrable
3.1 Insertion par l'activité économique	Le nombre d'heures minimales d'insertion à réaliser est fixé par le Titulaire dans son offre par le biais de l'annexe 6 à l'acte d'engagement : Engagement d'insertion par l'activité économique.
3.1.4 - Modalités de contrôle de l'action d'insertion	Le Titulaire fournit au RPA lors de chaque période de l'accord-cadre les éléments attestant de la réalisation de l'action d'insertion par l'activité économique. Le Titulaire notifie au RPA, tout élément d'information s'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement.
3.2 Dispositif du militaire blessé	Le Titulaire notifie au RPA toute difficulté pour assurer l'accueil d'un militaire blessé en apportant les éléments justificatifs.
5.2.1 Révision des prix par application d'une formule paramétrique	Le Titulaire fournit une proposition de calcul du coefficient de révision des prix (Annexe 1 au présent CCAP) au RPA pour validation, accompagnée de tous les éléments justificatifs, y compris la répartition financière actualisée de ses sous-traitants, et ce, au plus tard un mois avant la date anniversaire de la phase 2.
5.2.2 Calcul du prix pour l'élaboration d'un devis hors BPU	Le Titulaire fournit tous les éléments justifiant le coût (fournitures, prestations, nombre d'heures, etc.) sur lequel il applique son taux de marge renseigné au BPU du poste 0.
5.3 Valorisation des déchets	Le Titulaire transmettra à l'adresse indiquée un bon de rachat semestriel pour le versement des sommes correspondant aux montants des déchets rachetés au titre du semestre écoulé. L'administration émettra un titre de perception pour les encaisser.
7.2 Dématérialisation des factures	Le Titulaire, les cotraitants et sous-traitants éventuels transmettent leurs factures en version dématérialisée via Chorus Pro
10.2 Evolution de la situation juridique du Titulaire	Tout changement affectant le Titulaire (intitulé du compte bancaire, numéro SIRET ou autre) ou cotraitant(s) éventuel(s) ou sous-traitants, intervenant lors de l'exécution de l'accord-cadre doit être porté à la connaissance du RPA dans les meilleurs délais suivant le fait générateur par tout moyen permettant d'en accuser réception.
10.3 Assurances	Le Titulaire justifie au RPA, avant tout début d'exécution de l'accord-cadre qu'il dispose des assurances « responsabilité civile chef d'entreprise », couvrant les dommages de toutes nature ayant pour origine les prestations ou fournitures du présent accord-cadre. Ces attestations d'assurances doivent être produites tous les ans et ce pendant toute la durée de l'accord-cadre.
11.4 - Dommages	En cas de dommages, le Titulaire informe le DGA MI Bruz, dans un délai maximum de 2 jours ouvrés de la survenance des faits.
12 - Relations fournisseurs et achats responsables	Le Titulaire peut informer le Ministère des Armées et des Anciens Combattants de toute démarche entreprise en la matière, notamment la signature de la Charte RFAR ou l'obtention du Label RFAR et/ou toute norme ou tout label équivalent.

13 - Obligations en fin d'accord-cadre	<p>En fin d'accord-cadre, le Titulaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> - informe le nouveau Titulaire en suivant le plan de transférabilité établi, - remet à DGA MI Bruz l'ensemble des documents de suivi d'exécution des prestations, - retire l'ensemble de ses moyens, au plus tard le dernier jour de l'accord-cadre.
14 – Prévention des risques	<p>En cas d'accident touchant son personnel, outre les formalités à accomplir vis-à-vis des instances qualifiées auxquelles il rend compte, le Titulaire en informe DGA MI Bruz.</p>
15 - Déclarations sociales et fiscales	<p>Le Titulaire doit fournir au RPA :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions, semestriellement à compter de la date de la dernière preuve de régularité (mise à jour de ses obligations), - une attestation de régularité fiscale, annuellement.
16 – Sous-traitance	<p>Avant signatures et au moins un mois avant le début des prestations, pour toute déclaration de sous-traitance, le Titulaire transmet au RPA :</p> <p>le projet de formulaire de déclaration du sous-traitant proposé en annexe 4 au présent CCAP et indiquant le montant maximum sous-traité et/ou le montant réel pour les prestations forfaitaires,</p> <p>la copie des agréments nécessaires à l'activité sous-traitée,</p> <p>la copie du contrat de sous-traitance et de ses avenants pour tout contrat passé avec une PME,</p> <p>une plaquette de présentation du sous-traitant,</p> <p>un RIB.</p>
18 - Réfaction	<p>Un décompte de réfaction est notifié au Titulaire par le RPA. Le Titulaire dispose alors d'un délai de 15 jours pour lui faire connaître ses observations.</p>